



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



DISTR.
GENERALE

21461

E / CN.14 / 576
E / CN.14 / WP.1 / 57
OAU / TRAD / 56
23 octobre 1972

Original : ANGLAIS/
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA SEPTIEME REUNION MIXTE CEA/OUA
SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE - ORGANISATION DES TRAVAUX ET PARTICIPANTS....	1 - 9	1
DEUXIEME PARTIE - COMPTE RENDU DES DEBATS.....	10 - 46	3
Les problèmes et politiques concernant les produits de base et la session extraordinaire de la Commission des produits de base.....	10 - 13	3
Articles manufacturés et produits semi-finis.....	14	4
Relations commerciales avec les pays socialistes.....	15 - 16	4
Promotion des exportations.....	17 - 19	4
Financement du développement et aide au développement.....	20 - 23	5
Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires.....	24 - 25	6
Transports maritimes.....	26 - 27	6
Transfert des techniques.....	28 - 29	7
Coopération économique entre pays en voie de développement.....	30 - 34	7
Négociations commerciales multilatérales....	35 - 39	8
La situation monétaire internationale.....	40 - 42	9
Association des organisations africaines de promotion commerciale.....	43	9
Bureau au service du Groupe des 77.....	44	9
Questions diverses.....	45	9
Date et lieu de la huitième session.....	46	10
TROISIEME PARTIE - PROJET DE DECLARATION.....	47 - 86	11
Problèmes et politiques concernant les produits de base et la Réunion spéciale de la Commission des produits de base.....	54 - 57	12
Articles manufacturés et articles semi-finis.....	58 - 60	13
Relations commerciales avec les pays socialistes.....	61 - 62	14
Promotion des exportations.....	63 - 65	14
Financement du développement et aide au développement.....	66 - 68	14

Table des matières (suite)

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires.....	69 - 70	15
Transports maritimes.....	71 - 74	15
Transfert des techniques.....	75 - 76	16
Coopération économique entre pays en voie de développement.....	77 - 80	16
Négociations commerciales multilatérales.	81 - 83	17
Situation monétaire internationale.....	84 - 86	18

ANNEXE

Liste des documents

PREMIERE PARTIE : ORGANISATION DES TRAVAUX ET PARTICIPANTS

1. La septième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement s'est tenue à Genève du 21 au 29 septembre 1972.
2. La Réunion avait principalement pour objet de préparer une évaluation des résultats de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit être présentée pour examen aux ministres africains lors de la réunion du Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité africaine, en janvier 1973 et de la Conférence des Ministres de la Commission économique pour l'Afrique en février 1973. La Réunion avait aussi pour objectif important d'aider les gouvernements des pays africains à harmoniser leurs positions sur des questions dont le Conseil du commerce et du développement serait saisi à sa douzième session. En outre, il s'agissait d'examiner les activités du secrétariat dans le domaine du commerce et des finances et de formuler les recommandations nécessaires en vue d'une action future.
3. Etaient présents à la Réunion les représentants des Etats membres de la CEA et de l'OUA suivants : Algérie, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe d'Egypte, République arabe libyenne, République démocratique du Soudan, République populaire du Congo, Rwanda, Sénégal, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre. La Banque africaine de développement avait envoyé un observateur.
4. Les représentants du Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine et du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ont prononcé des déclarations liminaires.
5. Les participants ont élu à l'unanimité Président M. Jean Engone (Gabon) et vice-présidents M. Fadl Idris Fadl (République démocratique du Soudan) et M. Ghebrechidan Alula (Ethiopie). Ils ont élu rapporteur M. Charles Delgado (Sénégal).
6. A la quatrième séance, il a été décidé de constituer un groupe de rédaction, dirigé par le rapporteur et composé des représentants des délégations des pays suivants : Algérie, Cameroun, Egypte, Haute-Volta, Kenya, Maroc, Tchad, Togo et Zaïre.

7. L'ordre du jour ci-dessous a été adopté :

1. Ouverture de la Réunion.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la Réunion.
4. La position de l'Afrique à la suite de la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement :
 - i) Commerce
 - a) Problèmes et politiques concernant les produits de base et Réunion extraordinaire de la Commission des produits de base;
 - b) Articles manufacturés et articles semi-finis;
 - c) Relations commerciales avec les pays socialistes;
 - d) Promotion des exportations.
 - ii) Financement du développement et aide au développement,
 - iii) Questions spéciales
 - a) Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés des pays sans littoral et des pays insulaires;
 - b) Transports maritimes;
 - c) Transfert des techniques;
 - d) Coopération économique entre pays en voie de développement.
5. Négociations commerciales multilatérales.
6. La situation monétaire internationale.
7. Examen des activités du secrétariat dans les domaines du commerce et des finances :
 - i) Commerce;
 - ii) Finances.
8. Autres questions.
9. Date et lieu de la huitième Réunion.
10. Adoption du rapport.

8. La liste des documents établis pour la réunion par les secrétariats de la CEA et de l'OUA est reproduite en annexe.

9. Les participants ont adopté le présent rapport à l'issue de leurs délibérations.

DEUXIEME PARTIE : COMPTE RENDU DES DEBATS

Les problèmes et politiques concernant les produits de base et la session extraordinaire de la Commission des produits de base

10. Les participants ont regretté qu'à sa troisième session la CNUCED n'ait pas réussi à obtenir de résultats concrets dans le domaine des produits de base, qui a une importance vitale et immédiate pour tous les pays d'Afrique.
11. Ils ont invité instamment les pays d'Afrique à recourir davantage à la coopération et au commerce intra-africains pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement à eux dans ce domaine. Il était nécessaire de poursuivre les études en profondeur sur certains produits ou groupes de produits en mettant l'accent sur les problèmes de production et de commercialisation, en vue de définir et d'entreprendre une action concertée à l'échelon régional et à l'échelle internationale.
12. Outre qu'ils ont exhorté les organisations internationales, telles que la BIRD, à intensifier leurs efforts en matière de stabilisation des prix des produits de base, conformément à la résolution 54 (III) de la CNUCED, les participants ont prié la Banque africaine de développement (BAD) d'adopter une politique de prêt plus libérale pour aider les pays d'Afrique à résoudre leurs problèmes relatifs aux produits de base, y compris ceux qui ont trait à la commercialisation, au financement des stocks régulateurs et à la diversification. Un représentant de la BAD a rendu compte des activités et plans de la Banque à cet égard.
13. Il a été pris acte de la résolution 83 (III) de la CNUCED, aux termes de laquelle le Secrétaire général de la CNUCED est prié de convoquer la septième session de la Commission des produits de base en tant que session extraordinaire, afin d'organiser des consultations intergouvernementales intensives sur des produits et groupes de produits de base déterminés, et de créer notamment, s'il y avait lieu, des groupes consultatifs spéciaux, en vue d'aboutir à des résultats concrets et sensibles en matière de libéralisation du commerce et de politique des prix au début des années 70. Les participants ont invité instamment tous les pays d'Afrique à participer pleinement à la session en question. Les participants ont fait remarquer qu'il était nécessaire que les pays d'Afrique s'y préparent bien afin de préserver leurs intérêts lors des consultations et des négociations qui suivraient. Il fallait, en particulier, faire en sorte que les produits dont l'exportation intéresse les pays d'Afrique figurent dans la liste des produits de base à examiner en vue de consultations et de négociations.

Articles manufacturés et produits semi-finis

14. Notant que les résolutions adoptées à Santiago au sujet des articles manufacturés l'ont été à l'unanimité, les participants ont exprimé l'opinion que, vu le degré actuel d'industrialisation des pays d'Afrique, la mise en oeuvre de ces résolutions n'aurait vraisemblablement pas une grande incidence sur les exportations africaines. Ils ont souligné néanmoins que les pays d'Afrique, qui sont les moins avancés des pays en voie de développement, devaient prendre une part active aux travaux du Comité spécial des préférences, afin de veiller à ce que le SGP soit amélioré de manière à tenir davantage compte de leurs besoins. Les participants ont accordé une attention particulière aux problèmes et aux possibilités d'expansion du commerce intra-africain d'articles manufacturés.

Relations commerciales avec les pays socialistes

15. Bien que les progrès enregistrés à cet égard à la troisième session de la CNUCED aient été moins que satisfaisants, on a exprimé l'espoir que les pays africains et les pays socialistes d'Europe orientale prendraient les mesures nécessaires pour donner suite aussitôt que possible aux résolutions 15 (II) et 53 (III) de la CNUCED.

16. On a exprimé l'opinion que les pays africains devraient s'efforcer, compte tenu des tendances nouvelles du commerce mondial, de promouvoir les relations commerciales avec les pays socialistes.

Promotion des exportations

17. Il a été pris note des nombreux obstacles à l'expansion du commerce intra-africain, notamment des obstacles tarifaires et non tarifaires, des difficultés liées au commerce de transit et de la gamme, de la qualité et des prix des produits africains. Les participants ont cependant souligné fortement la nécessité de redoubler d'efforts pour rechercher des moyens de promouvoir le commerce intra-africain.

18. Les participants ont souligné qu'il y avait lieu d'encourager vivement l'organisation de foires commerciales intra-africaines, comme la Foire commerciale panafricaine de l'OUA (Nairobi, 1972) afin de promouvoir les produits africains dans la région. Prenant note avec satisfaction de la résolution 278 concernant la tenue de la prochaine Foire panafricaine à Alger en 1976, on a insisté sur la nécessité d'augmenter la fréquence de telles foires. On a noté à cet égard que les pays d'Afrique ont un rôle important et direct à jouer en ce qui concerne la mise en oeuvre de la résolution 48 (III)

de la CNUCED relative à l'expansion des échanges et à l'intégration économique entre pays en voie de développement. On a souligné aussi que les pays développés devraient faciliter l'accès de leurs marchés aux produits africains. Le Centre africain du commerce, les organismes nationaux d'encouragement à l'exportation et le Centre CNUCED/GATT du commerce international auront donc à jouer un rôle grandissant.

19. Les participants ont pris note d'une déclaration d'un représentant du Gouvernement néerlandais par laquelle ce dernier demandait aux pays d'Afrique d'appuyer, à la douzième session du Conseil du commerce et du développement, un projet de résolution relatif à la création de centres de promotion commerciale dans les pays développés, en vue d'y faciliter l'importation de produits en provenance des pays en voie de développement.

Financement du développement et aide au développement

20. Les débats ont porté essentiellement sur le caractère et la définition de l'aide et les objectifs de flux pendant la deuxième Décennie du développement. Les participants ont rappelé la position des pays africains à la troisième session de la CNUCED, à savoir qu'il ne fallait pas inclure dans les objectifs des éléments distincts de l'assistance, tels les investissements privés directs et les crédits-fournisseurs ou acheteurs, et que l'assistance devait être nette des flux inverses d'intérêts.

21. On a beaucoup insisté sur la qualité de l'aide au développement. Des délégations ont souligné qu'une part importante de l'assistance fournie était recouvrée par les pays donateurs en achats, salaires, transports et autres flux inverses. Une nouvelle conception de l'assistance était donc nécessaire. Une étude sur la comptabilisation de l'aide devrait être effectuée afin de déterminer le volume de l'aide réelle. On a émis l'opinion qu'on pourrait demander aux pays donateurs de garantir le succès de leurs projets d'assistance.

22. Vu les minces résultats de la troisième session de la CNUCED en ce qui concerne le financement du développement et l'aide au développement, les participants ont souligné que les pays africains devaient faire plus pour mobiliser leurs ressources internes en vue du développement. Le rôle que la Banque africaine de développement pourrait jouer tant dans la mobilisation de ces ressources que dans leur orientation vers des projets qui renforceraient la coopération économique entre les pays d'Afrique a retenu particulièrement l'attention.

23. On est convenu également que les pays africains devraient poursuivre leurs efforts en vue d'une meilleure répartition des ressources de l'AID afin d'assurer une part plus équitable à l'Afrique.

Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires

24. Les participants ont réaffirmé la position de la Réunion des ministres africains préparatoire à la troisième session de la CNUCED, à savoir que les pays d'Afrique sont de loin les plus nombreux parmi les pays en voie de développement les moins avancés et que, si l'on avait pris d'autres critères plus appropriés pour sélectionner ceux-ci, presque tous, sinon tous, auraient pu remplir les conditions nécessaires pour figurer sur leur liste.

25. Les participants ont souligné que la tâche la plus urgente qui attendait la communauté internationale était de veiller à l'exécution des résolutions adoptées à la troisième session de la CNUCED. La CEA et l'OUA peuvent apporter une contribution importante dans ce domaine. On a rappelé en particulier la nécessité de rechercher, conformément au paragraphe 46 d) ii) de la résolution 62 (III) de la CNUCED, des moyens d'accroître la part des pays les moins avancés dans le total des ressources allouées au titre de l'assistance financière et technique et de les faire bénéficier aussi de mesures spéciales en matière commerciale.

Transports maritimes

26. Les participants ont mis l'accent sur le rôle fondamental que la création de marines marchandes africaines pourrait jouer dans le développement économique de l'Afrique. Les pays du continent doivent étudier la possibilité de créer des marines marchandes nationales ou multinationales africaines en vue de participer davantage au transport de cargaisons maritimes et de garder les revenus produits par ce transport, qui pour le moment, leur échappent.

27. Les participants ont réaffirmé la position des pays africains à la troisième session de la CNUCED touchant un code de conduite des conférences maritimes. Il était important de faire donner suite, par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session, à la résolution 66 (III) de la CNUCED afin que de véritables négociations sur la teneur de ce code puissent s'engager sans plus tarder. Il fallait éviter de rouvrir à l'Assemblée générale le débat sur la question de savoir si le code en question devait être incorporé dans une convention internationale ou dans une résolution de la CNUCED. Les délégations des pays africains à l'Assemblée générale devraient résister à toute tentative de revenir sur cette résolution ou d'amoindrir sa portée. Le Secrétaire général administratif de l'OUA a été prié de faire connaître cette position aux membres africains du Groupe des 77 à New York et à tous les pays africains.

Transfert des techniques

28. Les participants ont estimé que ce domaine offrait de grandes possibilités de coopération régionale entre pays africains. Ils ont réaffirmé les recommandations contenues, à cet égard, dans le programme d'action. On a signalé en particulier la nécessité de tirer le meilleur parti possible des flux externes de technologie et d'adapter la technologie importée aux structures économiques et sociales des pays africains.

29. On a souligné la nécessité pour les pays d'Afrique d'utiliser les cadres et techniciens compétents du continent afin de pouvoir exploiter au maximum chacun leur potentiel économique et celui de l'ensemble de la région.

Coopération économique entre pays en voie de développement

30. Les participants ont réaffirmé que la croissance économique et le progrès social en Afrique dépendaient essentiellement du resserrement constant de la coopération économique entre pays africains.

31. On a fait observer que si la coopération économique se bornait à une libéralisation des échanges, ses effets seraient insignifiants. Les échanges intra-africains ne pouvaient augmenter que s'ils étaient étroitement liés à une politique délibérée dans d'autres domaines (industrie, agriculture, infrastructure, etc.). On a noté, en particulier, l'importance d'accords de paiement viables pour la promotion du commerce intra-africain.

32. S'ils voulaient exploiter le grand potentiel d'expansion de la coopération économique entre pays d'Afrique, les gouvernements de ces pays devaient faire preuve de la volonté politique nécessaire et prendre les mesures voulues.

33. On a été d'avis que les pays africains devraient veiller à ce que les missions diplomatiques africaines qui y sont accréditées aient parmi leur personnel des représentants commerciaux. On serait ainsi mieux renseigné sur les produits que les pays d'Afrique pourraient échanger entre eux, et sur les nouveaux domaines dans lesquels on pourrait mettre en oeuvre rapidement une coopération économique. On a émis en outre l'opinion qu'il fallait encourager l'organisation d'un plus grand nombre de foires commerciales, d'expositions et de missions économiques entre pays africains.

34. Le représentant du secrétariat de la CEA a rendu compte aux participants des invitations adressées aux gouvernements des pays d'Afrique d'engager entre eux des consultations commerciales bilatérales, confidentielles, à l'occasion de la réunion ministérielle de la CEA prévue pour février 1973. Les participants ont invité instamment les gouvernements à tirer le meilleur parti de ces consultations.

Négociations commerciales multilatérales

35. Les participants ont examiné la manière dont les négociations envisagées se présentent, les objectifs qu'elles sont censées atteindre, les règles et techniques de base éventuellement applicables, et la meilleure façon de sauvegarder les intérêts africains.

36. L'accent a été mis sur la nécessité, pour les pays d'Afrique, de se consulter et de faire front commun aussi bien pendant l'étape préparatoire qu'au cours des négociations elles-mêmes.

37. Il conviendrait de veiller à ce que conformément aux principes énoncés par les pays en voie de développement dans la résolution 82 (III), les pays Africains, collectivement ou individuellement, ne subiront, directement ou indirectement, aucun effet défavorable ou préjudiciable du fait de ces négociations. Au contraire, les négociations offriront aux pays africains des avantages additionnels qui constitueront une amélioration substantielle et significative de leur position dans le commerce international, de façon qu'ils bénéficient, sur la base de la non-réciprocité, de la non-discrimination et d'un traitement préférentiel, d'une part de la croissance du commerce international qui soit de plus en plus importante et proportionnée aux besoins de leur développement économique. Si les avantages préférentiels dont bénéficient les pays africains sont influencés de manière défavorable par les résultats de ces négociations, les pays développés prendront des mesures additionnelles pour dédommager les pays en voie de développement ainsi touchés.

38. Les objectifs des négociations commerciales multilatérales devraient être clairement énoncés et les techniques, modalités et règles fondamentales liées aux futures négociations sur des produits qui intéressent particulièrement les pays d'Afrique devraient être définies et évaluées afin que ces derniers puissent déterminer leur position définitive à cet égard.

39. L'attention a été appelée sur la nécessité, pour les pays d'Afrique, de se pencher sérieusement sur les négociations commerciales multilatérales et la session extraordinaire de la Commission des produits de base - et de s'y préparer - d'une manière étroitement coordonnée.

La situation monétaire internationale

40. Les participants ont considéré qu'il y avait lieu de s'inquiéter de ce que les problèmes économiques et monétaires de l'Afrique soient, par rapport à ceux des pays développés, traités d'une manière marginale à l'échelle internationale. Ils ont

souligné la nécessité qu'une institution monétaire africaine entreprenne des études sur les problèmes monétaires internationaux, tels qu'ils affectent l'économie des pays d'Afrique.

41. Les participants ont souligné la nécessité d'une refonte générale et complète de tout le système monétaire international en tenant dûment compte des besoins de croissance des pays en voie de développement.

42. Un représentant de la Banque africaine de développement a appelé l'attention des participants sur la "Déclaration d'Alger", adoptée par le Conseil des Gouverneurs de la Banque africaine de développement en juillet 1972. Cette déclaration préconisait la réunion d'une conférence des Ministres africains pour passer en revue les résultats de la troisième session de la CNUCED et étudier la situation monétaire internationale et ses effets sur l'économie des pays d'Afrique.

Association des organisations africaines de promotion commerciale

43. Le Président du Comité préparatoire de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale a exposé les grandes lignes du rapport du Comité préparatoire (E/CN.14/WP.1/50). Les participants ont appuyé les recommandations du Comité préparatoire de l'Association ainsi que le projet de Constitution et ont invité le Conseil des ministres de l'OUA et la Conférence des ministres de la CEA à donner leur plein appui à la création de l'Association et à prêter leur concours pour qu'elle puisse effectivement entrer en activité dès 1973.

Bureau au service du Groupe des 77

44. Les participants ont réaffirmé la nécessité de constituer un Bureau chargé de fournir les services nécessaires au Groupe des 77 à Genève.

Questions diverses

45. Les participants ont également réaffirmé l'importance des résolutions ci-après adoptées à la troisième session de la CNUCED et demandé instamment qu'elles soient rapidement mises en oeuvre :

- 40 (III) Effets économiques de la fermeture du canal de Suez,
- 45 (III) Charte des droits et devoirs économiques des Etats,
- 47 (III) Incidences des politiques en matière d'environnement sur le commerce et le développement, en particulier sur ceux des pays en voie de développement,
- 73 (III) Pratiques commerciales restrictives.

Date et lieu de la huitième session

46. Les participants ont décidé que la huitième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement devrait avoir lieu avant la treizième session du Conseil du commerce et du développement. Une invitation d'un Etat membre de tenir la huitième réunion sur son territoire serait la bienvenue. Tout Etat qui désire faire une invitation en ce sens devrait la faire assez tôt pour que les secrétariats de l'OUA et de la CEA puissent faire convenablement les préparatifs nécessaires. En l'absence d'une telle invitation, il y aurait lieu d'envisager la possibilité de tenir la réunion à Addis Abéba. Les participants ont estimé qu'une certaine souplesse était nécessaire et ils n'ont pas écarté la possibilité que, dans certaines circonstances, la huitième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement ait lieu à Genève.

TROISIEME PARTIE : PROJET DE DECLARATION

47. A l'issue de leurs délibérations, les participants à la septième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement ont adopté le projet ci-après de déclaration qu'ils soumettent, pour examen, aux ministres africains.

48. "Les gouvernements des pays d'Afrique expriment la profonde inquiétude et la déception qu'ils éprouvent à constater que les résultats obtenus à la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sont sans commune mesure avec les besoins du développement des pays d'Afrique. Dans la plupart des domaines ces résultats sont loin de correspondre au Programme d'action adopté à la Réunion des ministres africains préparatoire à la troisième session de la CNUCED.

49. Les participants réaffirment leur foi dans les Programmes d'action d'Addis-Abeba et de Lima et exhortent vivement les pays d'Afrique à continuer à faire le maximum pour leur mise en oeuvre.

50. Si maigres que soient les résultats de la troisième session de la CNUCED et si limitée que soit leur portée, il importe cependant de faire exécuter les décisions prises et de faire échec à toutes les tentatives qui viseraient, au niveau international, à les rendre inopérantes ou moins efficaces.

51. Pour donner suite aux éléments du Programme d'action qui n'ont pas été envisagés avec faveur à la troisième session de la CNUCED, les pays d'Afrique devront de plus en plus compter sur l'action conjointe. Une telle action devrait tendre non seulement à faire prendre par la communauté internationale les mesures nécessaires pour satisfaire aux demandes contenues dans le Programme d'action, mais aussi et surtout à mettre en oeuvre à l'échelon national, sous-régional et régional les recommandations pertinentes figurant à ce Programme.

52. Cette manière de procéder apparaît d'autant plus nécessaire que la situation économique générale de la région n'a montré aucun signe tangible d'amélioration depuis la dernière Réunion mixte. Pour l'ensemble des pays d'Afrique, les données préliminaires indiquent qu'en 1971, première année de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, le taux de croissance a été bien inférieur à l'objectif de 6 %, et inférieur aussi au taux de croissance du groupe des pays en voie de développement. Les termes de l'échange pour l'Afrique continuent à se dégrader depuis le début de la Décennie. La situation de fait a donc peu changé par rapport à ce qu'elle était à la fin de la première Décennie du développement.

53. Tout en continuant de faire tous les efforts nécessaires pour promouvoir une coopération internationale efficace en vue d'atteindre ces objectifs, les pays d'Afrique doivent accorder une importance particulière aux activités d'auto-assistance dans tous les domaines.

Problèmes et politiques concernant les produits de base et la Réunion spéciale de la Commission des produits de base

54. Eu égard aux prochaines négociations et consultations internationales sur certains produits de base, il faut redoubler d'efforts pour renforcer la coopération entre les pays en voie de développement en général, et les pays d'Afrique en particulier. A cette fin, il conviendrait de choisir des produits de base qui intéressent particulièrement les pays d'Afrique et de promouvoir l'adoption de nouvelles techniques de négociation.

55. Il y a lieu de constituer, tant pour les produits minéraux que pour les produits agricoles, des organisations internationales de pays en voie de développement exportateurs, au nombre desquels les pays africains figureraient. Il conviendrait d'analyser à fond, en vue d'en tirer des conclusions, l'expérience d'organisations déjà en place comme l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Conseil africain de l'arachide et l'Alliance des producteurs de cacao et l'Organisation intrafricaine du Café.

56. Les pays d'Afrique ont besoin de définir une stratégie uniforme tant pour la prochaine session extraordinaire de la Commission des produits de base que pour les négociations commerciales multilatérales à venir, en tenant compte de la nature particulière de chaque produit et des problèmes le concernant. Il importe d'aborder aussi bien les consultations que les négociations d'une manière coordonnée, pour ce qui est des objectifs précis à fixer, et il importe aussi que les pays d'Afrique fassent front commun pour essayer d'atteindre ces objectifs. A ce sujet, les pays Africains réaffirment les positions qu'ils ont déjà adoptées dans les réunions antérieures tant à Addis Abeba, à Lima qu'à Santiago, portant sur l'accès aux marchés et la politique des prix, la diversification, les systèmes de commercialisation et de distribution, la compétitivité des produits naturels, des produits synthétiques et de remplacement, le rôle des sociétés étrangères en ce qui concerne les échanges de produits.

57. C'est dans cet esprit que les pays d'Afrique espèrent vivement que l'actuelle Conférence des Nations Unies sur le cacao, ainsi que les négociations sur le café qui présentent un intérêt vital pour nombre d'entre eux, aboutira à des résultats concrets

- ouvrant ainsi des perspectives encourageantes pour d'autres produits de base. Par ailleurs, les pays africains demandent aux secrétariats de la CEA et de l'OUA, dans la mesure des moyens dont ils disposent, de faire des études et de cerner les problèmes concernant les produits de base choisis à la douzième session du Conseil du commerce et du développement et intéressant les pays africains, en vue de faciliter les prises de position de ceux-ci lors des prochaines consultations sur les produits de base qui doivent avoir lieu en février/mars 1973.

Articles manufacturés et articles semi-finis

58. Les pays africains sont invités instamment à prendre une part active aux travaux du Comité spécial des préférences en vue d'obtenir que les divers systèmes, conformément aux suggestions faites, soient améliorés de manière à tenir compte davantage, tant des obstacles tarifaires et non tarifaires que des pratiques commerciales restrictives, des mesures d'aide aux aménagements de structure, des structures de marchés et des prix, etc.
59. Dans le cadre de leur action indépendante les Etats africains devraient, conformément au Programme d'action adopté par la Réunion des ministres africains et en application de la résolution 48 (III) de la troisième session de la CNUCED, s'efforcer d'identifier des produits ou des projets se prêtant à une expansion des échanges intra-africains en vue d'engager dès le début de la deuxième Décennie du développement des négociations relatives à des arrangements commerciaux préférentiels qui soient mutuellement avantageux. Le Protocole que seize pays en voie de développement ont conclu dans le cadre du GATT au sujet de concessions commerciales réciproques offre un excellent exemple qui pourrait servir pour une action analogue en Afrique.
60. Il y a lieu de prendre des mesures en vue de mettre en place des industries multinationales africaines pour recueillir notamment les avantages suivants :
- i) Economies d'échelle grâce à l'implantation d'industries nationales et multinationales reposant sur des marchés élargis;
 - ii) Amélioration de la compétitivité industrielle grâce à l'abaissement du coût unitaire de production;
 - iii) Mise en commun de ressources nationales, financières et humaines, ainsi que de connaissances techniques;
 - iv) Promotion des échanges intra-africains et des exportations africaines vers d'autres marchés grâce à la création d'entreprises communes.

Relations commerciales avec les pays socialistes

61. Les pays africains et les pays socialistes de l'Europe orientale devraient les uns et les autres s'efforcer de mettre en oeuvre les résolutions 15 (II) et 53 (III) de la CNUCED afin d'exploiter les possibilités d'échanges mutuels, de diversifier la structure générale de leur commerce et d'accroître le volume des échanges en question.
62. Les pays africains devraient s'efforcer, compte tenu des tendances nouvelles du commerce mondial, de promouvoir les relations commerciales avec les pays socialistes.

Promotion des exportations

63. Il faut redoubler d'efforts pour développer le commerce intra-africain. A cet effet, il y a lieu de prendre des mesures particulières visant à faciliter l'échange d'idées et de connaissances en matière de commerce africain. Il faut organiser des expositions et des foires commerciales, comme la Foire commerciale panafricaine que l'OUA a patronnée en février 1972 à Nairobi, afin de promouvoir les produits africains dans la région. Il faut aussi engager des consultations et des négociations aux niveaux sous-régional et régional en vue de surmonter les obstacles et difficultés qui entravent pour le moment l'expansion des échanges intra-africains.
64. Pour faciliter l'accès des marchés étrangers à leurs produits, les pays africains devraient créer sans tarder, avec le concours technique et financier des institutions régionales et internationales intéressées, des centres nationaux de promotion des exportations.
65. En outre, les pays avancés sont invités à faire disparaître progressivement les obstacles à l'accès de leurs marchés aux produits africains et à envisager les mesures d'assistance corrective nécessaires.

Financement du développement et aide au développement

66. Tout en appréciant l'importance de l'assistance extérieure, on considère que l'autonomie de l'Afrique et la nécessité de mobiliser les ressources internes sont des éléments majeurs de la solution à long terme des crises auxquelles on doit faire face dans le domaine de l'aide au développement.
67. Une coopération financière plus efficace au niveau sous-régional est une nécessité urgente. Le financement de projets sous-régionaux par la BAD et l'exploitation des ressources excédentaires du continent en vue de l'exécution de ces projets seraient des développements importants dans ce sens.

68. Les pays africains en voie de développement doivent revoir de fond en comble la conception actuelle de l'"aide" qu'ils reçoivent. Une étude sur la comptabilisation de l'aide devrait être effectuée afin de déterminer le volume de l'aide réelle. A la notion de générosité doit répondre celle de coopération fondée sur l'intérêt mutuel de partenaires égaux. Tous les pays, développés et en voie de développement, doivent engager une action commune pour informer l'opinion publique mondiale.

Mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires

69. La communauté internationale devrait prendre des mesures immédiates pour commencer à mettre en oeuvre les résolutions pertinentes adoptées à la troisième session de la CNUCED en faveur des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays insulaires. Il importe que les pays d'Afrique eux-mêmes, dans un esprit de solidarité et d'autonomie contribuent mutuellement à leur propre développement.

70. Les participants ont recommandé que les pays d'Afrique qui participent aux travaux du Comité spécial des préférences fassent en sorte que le SGP soit amélioré de manière à prendre en considération les besoins particuliers des pays les moins avancés. Les pays d'Afrique membres du Conseil économique et social et membres du Conseil d'administration du PNUD doivent rechercher la possibilité de créer un fonds spécial pour les pays les moins avancés, ou d'utiliser le Fonds d'équipement des Nations Unies d'abord et surtout dans l'intérêt de ces pays.

Transports maritimes

71. Les participants réaffirment la nécessité, pour les pays d'Afrique, de chercher à atteindre les objectifs ci-après :

- i) Développement des marines marchandes
- ii) Développement des ports
- iii) Protection contre les hausses arbitraires et multilatérales des taux de fret par le maintien de consultations constantes qui soient assez efficaces pour faire échec aux hausses de ce genre.

72. Il ne faut ménager aucun effort pour encourager la création et le fonctionnement de conseils de chargeurs ou d'organes équivalents, ainsi que la mise en place de mécanismes efficaces de consultation. Ces mécanismes doivent comprendre des organismes officiels, pour veiller à ce que les échanges des pays soient facilités et non entravés par les pratiques en vigueur dans le transport maritime.

73. Ces objectifs seraient atteints plus facilement par une action au niveau régional, dans le cadre d'une politique d'auto-assistance.

74. Les pays d'Afrique devraient veiller à ce que l'Assemblée générale, à sa vingt-septième session, donne suite à la décision prise par la CNUCED à sa troisième session au sujet d'un code de conduite des conférences maritimes [résolution 66 (III)], afin que de véritables négociations sur la teneur de ce code puissent s'engager sans plus tarder.

Transfert des techniques

75. Les pays d'Afrique devraient :

- a) Réaligner leurs systèmes d'éducation et de formation afin de pourvoir aux besoins et exigences d'une économie et d'une société qui se développent progressivement;
- b) créer ou renforcer l'infrastructure nécessaire au développement dans le domaine de la science et de la technique, notamment des centres de recherches communs;
- c) renforcer leur coopération régionale dans le domaine de la science et de la technique, y compris la formation et l'échange d'experts africains;
- d) coopérer entre eux et avec les autres pays en voie de développement en échangeant des renseignements techniques, notamment en ce qui concerne la possibilité d'adapter les techniques importées et les techniques autochtones;
- e) s'efforcer de prendre une part active aux travaux du Comité ONU de la science et de la technique.

76. Les gouvernements des pays africains devraient prendre les mesures nécessaires pour stopper ou réduire "l'exode des élites" qui se produit actuellement dans ces pays, afin de faire en sorte que le potentiel économique de la région soit exploité grâce aux techniques et aux techniciens africains.

Coopération économique entre pays en voie de développement

77. La coopération économique entre pays d'Afrique ne contribuera pas autant qu'on l'escompte au développement économique de la région si les gouvernements de ces pays ne sont pas disposés à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour surmonter les difficultés qui ont jusqu'à présent entravé l'intégration de leurs économies. Les gouvernements devraient être prêts à accepter des compromis, eu égard à la nécessité d'une spécialisation au niveau sous-régional et au niveau régional.

78. S'il y a lieu de reconnaître dûment la nécessité de libéraliser davantage les échanges entre pays d'Afrique, la coopération entre ces pays ne devrait cependant pas se limiter à ce seul domaine. Pour que les échanges intra-africains augmentent sensiblement, il faut qu'ils soient liés étroitement à une politique délibérée dans d'autres domaines de coopération économique tels que l'industrie, l'agriculture et l'infrastructure.

79. Les pays d'Afrique devraient faire le maximum pour donner suite aux dispositions pertinentes de la résolution 48 (III) de la CNUCED, ne serait-ce que pour faire la démonstration concrète de leur volonté d'appliquer les résolutions de la CNUCED, pour autant que cela relève de leur compétence et qu'ils ont les moyens de le faire.

80. Les pays africains devront donner suite aux invitations adressées en vue d'engager entre eux des consultations bilatérales confidentielles au cours des conférences des Ministres de la CEA. A cet effet les délégations devraient se faire accompagner par des techniciens responsables et experts du commerce pour s'informer mutuellement et conclure des arrangements éventuels.

Négociations commerciales multilatérales

81. Les pays d'Afrique devraient se préparer sérieusement aux prochaines négociations commerciales multilatérales. Les secrétariats du GATT et de la CNUCED, en coopération avec les secrétariats de la CEA et de l'OUA, sont invités instamment à leur fournir toute l'assistance nécessaire, notamment pour définir d'une manière plus précise les techniques, modalités et règles fondamentales qui conviennent pour les produits de ces pays.

82. Afin d'être placés dans la meilleure position possible, les pays d'Afrique devraient faire front commun aussi bien dans l'étape de préparation des négociations qu'au cours des négociations elles-mêmes. Il conviendrait de veiller à ce que conformément aux principes énoncés par les pays en voie de développement dans la Résolution 82 (III), les pays africains, collectivement ou individuellement, ne subiront, directement ou indirectement, aucun effet défavorable ou préjudiciable du fait de ces négociations. Au contraire, les négociations offriront aux pays africains des avantages additionnels qui constitueront une amélioration substantielle et significative de leur position dans le commerce international, de façon qu'ils bénéficient, sur la base de la non-réciprocité, de la non-discrimination et d'un traitement préférentiel, d'une part de la croissance du commerce international qui soit de plus en plus importante et proportionnée

aux besoins de leur développement économique. Si les avantages préférentiels dont bénéficient les pays africains sont influencés de manière défavorable par les résultats de ces négociations, les pays développés prendront des mesures additionnelles pour dédommager les pays en voie de développement ainsi touchés.

83. Les pays d'Afrique devraient arrêter une attitude commune en vue des consultations qui auront lieu au sein de la CNUCED et des négociations commerciales multilatérales.

Situation monétaire internationale

84. Tout changement éventuellement apporté au système monétaire international doit tenir compte des intérêts des pays en voie de développement. A cette fin, il est indispensable que les pays d'Afrique participent pleinement à la réforme du système monétaire international.

85. Etant donné qu'à l'échelle internationale les incidences des problèmes monétaires et commerciaux du monde sur l'économie des pays d'Afrique sont traitées d'une manière marginale, les pays d'Afrique devraient envisager la création d'un organisme africain qui entreprendrait des études approfondies sur les problèmes monétaires.

86. Conformément à la décision prise par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernements africains de l'OUA à sa neuvième session, en juin 1972, et comme l'a recommandé le Conseil des gouverneurs de la BAD à sa réunion annuelle de juillet 1972, les pays d'Afrique devraient réunir une conférence des Ministres africains pour renforcer la position africaine commune en ce qui concerne les prochaines négociations commerciales et monétaires internationales. Une telle conférence pourrait :

- i) évaluer les résultats de la troisième session de la CNUCED et les leçons à en tirer;
- ii) coordonner l'attitude des gouvernements africains lors des négociations commerciales multilatérales qui sont envisagées;
- iii) passer en revue l'ensemble des problèmes liés à l'élargissement de la Communauté économique européenne et leurs incidences pour les pays d'Afrique;
- iv) coordonner la position des gouvernements africains au cours des négociations qui viseront à mettre en place un nouveau système monétaire mondial.

ANNEXE
LISTE DES DOCUMENTS

<u>Symbole</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/WP.1/36 OAU/TRAD/35	Etude sur la sélection des produits qui pourraient faire l'objet de concessions commerciales dans la sous-région de l'Afrique du Nord
E/CN.14/WP.1/39/Rev.1 OAU/TRAD/38/Rev.1	Association des organisations africaines de promotion commerciale
E/CN.14/WP.1/46 OAU/TRAD/45	Analyse comparée du Programme d'action adopté par la deuxième Réunion des ministres africains, Addis-Abeba, 8-14 octobre 1971 et du Programme d'action adopté par la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des 77, Lima, 25 octobre-7 novembre 1971
E/CN.14/WP.1/47 OAU/TRAD/46	Ordre du jour provisoire
E/CN.14/WP.1/48 OAU/TRAD/47	La troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement de l'Afrique
E/CN.14/WP.1/49 OAU/TRAD/48	Rapport sur les activités du Centre africain du commerce pour la période du 1er août 1971 au 31 juillet 1972
E/CN.14/567 E/CN.14/WP.1/50 OAU/TRAD/49	Rapport du Comité préparatoire de l'Association des organisations africaines de promotion commerciale
E/CN.14/WP.1/51 OAU/TRAD/50	Etude sur la sélection des produits qui pourraient faire l'objet de concessions commerciales dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest
E/CN.14/WP.1/52 OAU/TRAD/51	Etude sur la sélection des produits qui pourraient faire l'objet de concessions commerciales dans la sous-région Afrique de l'Est/Afrique du Centre
E/CN.14/WP.1/53 OAU/TRAD/52	Des acquisitions de biens et services sur le marché international et le développement du commerce international
E/CN.14/WP.1/54 OAU/TRAD/53	Etude sur les possibilités d'accords entre pays producteurs et pays consommateurs de la région africaine concernant les produits primaires et notamment les denrées alimentaires (Rapport d'activité)

<u>Symbole</u>	<u>Titre</u>
E/CN.14/WP.1/55 OAU/TRAD/54	Etudes de produits de base en vue des négociations et consultations internationales sur ces produits entre les pays africains producteurs ainsi qu'entre eux et les autres pays producteurs : le coton - la banane
E/CN.14/WP.1/56 OAU/TRAD/55	Liste des documents
E/CN.14/UNCTAD III/1	Restructuration du commerce extérieur de l'Afrique
E/CN.14/UNCTAD III/2	Transport maritime et ports
E/CN.14/UNCTAD III/3	Problèmes financiers et monétaires internationaux
	* * *
CM/ST.7 (XIX)	La déclaration sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CM/res.278 (XIX)	Résolution sur la Foire commerciale panafricaine
CM/res.279 (XIX)	Résolution sur le transport par conteneurs
CM/452	Rapport sur la troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)
E/CN.14/535 E/CN.14/WP.1/45/Rev.1 OAU/TRAD/44/Rev.1	Rapport de la sixième Réunion mixte CEA/OUA sur le commerce et le développement, Genève, 12-23 août 1971
E/CN.14/536 E/CN.14/AMA/36	Rapport de l'Association des Banques centrales africaines sur sa deuxième réunion ordinaire, Rabat, 13-17 septembre 1971
E/CN.14/545 E/CN.14/UNCTAD III/PM/5	Rapport de la Réunion préparatoire des ministres africains à la troisième CNUCED, Addis-Abeba, 8-14 octobre 1971
E/CN.14/552	Rapport du colloque sur le commerce international pour les Etats de l'Afrique de l'Est et du Centre, Lusaka, 13-18 décembre 1971

Symbole

Titre

E/CN.14/555
E/CN.14/ATC/10

Rapport du colloque sur le commerce intra-africain,
Nairobi, 28 février - 3 mars 1972

E/CN.14/558
E/CN.14/TRANS/58

Rapport de la Réunion régionale sur les incidences
du transport par conteneurs sur les échanges des
pays africains, Addis-Abeba, 12-21 avril 1972

TRANS/WP/5

Le projet de convention douanière ONU/OMCI relative
aux conteneurs et les pays africains